

SOCIAL ET MEDICO SOCIAL ACTE 3 : AMPLIFIONS LA LUTTE ! EN GRÈVE LE 31 MAI ET LE 1ER JUIN 2022

Premiers Signataires :



Les collectifs :
Commission travail social en lutte IDF
Le social déchainé (59)
Le social brûlé (10)
Les broyés du social (86)
Collectif travail social 40



CGT Papillons Blanc (91)
CGT REMM (54)
Commission Action Sociale 91
CGT ALGEEI (40)
Commission Action Sociale 70
CGT Montjoie (71)
CGT ACCODEGE (21)
CGT Hôpital Louis Mourier (92)
CGT INALTA (74)
CGT Equalis
USD CGT 86
CGT conseil départemental 57



Fédération Sud Santé Sociaux
Sud Santé Sociaux 80
Sud Santé Sociaux 12
Sud Santé Sociaux 44
Sud Santé Sociaux 57
Sud Santé Sociaux 29
Sud Santé Sociaux 31
Sud Santé Sociaux 92
Sud Santé Sociaux 93
Sud Santé Sociaux 49/50
Sud Santé Sociaux 59
Sud Santé Sociaux 30/48



SNUIASF FSU



CNT SSCT38

Les 8èmes rencontres nationales du travail social en lutte réunies à Poitiers les 12&13 mars 2022 ont rassemblé des salarié.es du secteur social et médico-social, public et privé, syndiqué.es non syndiqué.es, des collectifs et syndicats, de 25 départements de l'ensemble des régions de France. A l'issue de ce week-end de débat nous appelons à amplifier les mobilisations historiques de ces derniers mois en organisant une grève d'ampleur le 31 mai et 1er juin partout en France.

Nous avons obligé le gouvernement à apporter une réponse. Mais celle-ci reste très éloignée de nos revendications. Cette tentative d'éteindre le feu de notre colère ne suffira pas. Nos métiers, majoritairement féminins, n'ont pas été revalorisés. Les prix s'envolent. Nous avons perdu 400€ par mois de pouvoir d'achat depuis plus de 20 ans. Alors, une prime incertaine de 183€ apparaît bien insuffisante. Par ailleurs les effets d'annonce ne peuvent cacher qu'un grand nombre, si ce n'est la majorité d'entre nous, sera toujours exclu de ces mesures. Malgré leur mépris affiché, chacune d'entre nous est indispensable au bon fonctionnement de nos services.

Cette annonce peu claire ne doit pas nous faire oublier le reste des annonces gouvernementales qui aggraveront nos conditions de travail déjà bien mises à mal. L'attaque sans précédent des organisations patronales coordonnées avec le gouvernement, qui se profile contre les conventions collectives dans le privé, introduirait une rémunération à part variable et la remise en cause nos congés. Cette individualisation des conditions de travail vise à exploser les équipes déjà impactées par les postes vacants, les burn-out et la perte de sens

de nos métiers, et aggravera encore les conditions d'accueil des personnes accompagnées.

Depuis toutes ces années le secteur public subit les mêmes logiques gestionnaires et de désengagement rognant les droits et les statuts des agent.es et impactant les conditions d'accueil du public. Le projet de réarchitecture des diplômes va continuer à casser la spécificité de nos métiers et à nous déqualifier, en avançant vers une profession de travailleur social unique en décalage avec les besoins du terrain.

Face à toutes ces attaques, et pour gagner, nous appelons à organiser deux journées de grève nationale les 31 mai et 1er juin 2022 pour amplifier et construire un mouvement général des salarié.es et des étudiant.es du social et médico-social, public et privé, qui devra passer par la grève reconductible. Nous invitons toutes les organisations syndicales et les collectifs à construire avec nous cette mobilisation. Sans attendre, nous appelons à participer aux mobilisations du 15 et 17 mars et du 7 avril. Le 17 juin s'organisent les assises de la protection de l'enfance, faisons-nous entendre également à cette occasion devant la cité des congrès de Nantes !



**LE 31 MAI ET 1ER JUIN EN GRÈVE ET DANS LA RUE !
FAISONS NOUS ENTENDRE ET VISIBILISONS NOTRE COLÈRE !**